

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Le Havre, 18 janvier.

Il y a eu aujourd'hui une grande réunion du commerce du Havre pour protester contre les droits sur les matières premières.
Cinq cents personnes ont assisté à cette manifestation, la séance a été magnifique d'enthousiasme et d'union.
On a protesté en même temps contre la loi sur la marine marchande.

Angleterre

Londres, 18 janvier.

Le conseil des ministres examinera demain la question d'une diminution considérable dans le budget militaire.

Londres, 19 janvier.

Il est officiellement confirmé que des actions de grâce pour le rétablissement de la santé du prince de Galles seront célébrées dans la cathédrale de Saint-Paul aussitôt que possible, après le 20 février. La reine espère pouvoir prendre part aux prières ordonnées à ce sujet, prières qui auront lieu dans toutes les églises le dimanche 21 janvier.

Une exposition a eu lieu dans une fabrique de cartouches à Greenwich Market. Un certain nombre de jeunes filles qui y étaient employées ont été blessées.

M. Horsman, membre du Parlement, dans un discours prononcé à Liskeard, a déclaré qu'il est heureux pour le gouvernement que l'Irlande fût incapable de traiter les questions anglaises.

Autriche

Vienne, 18 janvier.

Le Waterland rassemble l'audience accordée par le comte Andrassy à plusieurs notables catholiques. Ceux-ci venaient demander au ministre des affaires étrangères des renseignements sur tout ce qu'il a fait ou compte faire pour rassurer les catholiques dans leurs vives appréhensions sur le sort fait au pape.

Le comte Andrassy, s'appuyant sur la récente nomination de M. de Godeffroy à la présidence du conseil, le pape ne fut pas libre dans le gouvernement de l'Église. Le ministre a ajouté que, comme catholique, comme ministre, il s'opposait certainement toujours à la sécularisation et à la liberté du pape; mais qu'il lui importait beaucoup que l'Autriche et l'Italie restassent dans des rapports amicaux, et qu'une politique de paix fût maintenue. Il ne faut donc pas adresser à l'Italie des demandes dont l'accomplissement aurait évidemment besoin d'être approuvé par l'Autriche.

En ce qui concerne la question d'accorder éventuellement un asile au pape, le comte Andrassy a déclaré qu'il ne connaissait aucune puissance catholique, sans en excepter l'Autriche, qui soit en position d'offrir un asile au pape.

Allemagne

Berlin, 18 janvier.

La Gazette nationale dit :
« Le roi a accepté hier soir la démission du ministre des cultes; Sa Majesté se réserve d'employer plus tard les services de ce ministre. Le nouveau ministre des cultes n'est pas encore nommé.
Le Reichsanzeiger, organe officiel, publie la convention additionnelle de Francfort.

Berlin, 18 janvier.

Aujourd'hui, à l'occasion du 18 janvier, a eu lieu la réunion législative du conseil de l'ordre de l'Aigle-Noir. Au banquet qui a suivi, le roi a prononcé le toast suivant :

« Nous célébrons aujourd'hui un double anniversaire des plus importants de notre histoire nationale. Il y a cent cinquante ans que le premier roi de Prusse a été couronné, et il y a un an que l'acceptation par moi de la couronne impériale allemande qui m'était unanimement offerte par tous les princes et par les viles libres de l'Allemagne a été proclamée. Dans la conscience des Prussiens, cette acceptation, par moi, d'offrir de nouveau, à l'occasion du premier anniversaire de ce grand événement, aux augustes donateurs à qui je dois ma nouvelle dignité, en présence de leurs représentants, l'expression de ma profonde gratitude, confiant que nos efforts communs réussissent à accomplir les légitimes espérances de l'Allemagne.

A la suite de ce toast, le baron de Pergles, ministre royal de Bavière, au nom du roi de Bavière et de ses augustes confédérés dans l'empire allemand, a porté la santé de Guillaume-le-Victorieux.

Kiel, 18 janvier.

L'amirauté a ordonné le désarmement de tous les navires faisant partie de l'escadre.

L'envoi de l'avis d'Albatros, de Dantzig à Kiel, a été également contremandé.

La formation d'une escadre comprenant plusieurs corvettes, qui avait été annoncée, ne se réalisera donc pas pour le moment.

Belgique

Bruxelles, 18 janvier, soir.

Le Progrès de Charleroi annonce que la grève ne se maintient plus que partiellement; il arrive des charbons étrangers.

Hollande

La Haye, 18 janvier.

La première chambre a adopté, à l'unanimité, le traité avec l'Angleterre concernant l'île de Sumatra et l'immigration libre des travailleurs anglo-indiens à Surinam.

La Haye, 18 janvier, soir.

La première chambre a adopté, par 28 voix contre 6, un projet de loi tendant à amortir dix millions de la dette nationale.

Espagne

Madrid, 18 janvier, soir.

La Ignorancia publie une circulaire du parti fédéral fixant au 25 février la réunion à Madrid d'une assemblée générale et des élections, en ce qui concerne ce parti, au 15 février.

L'Imparcial dit que le nouveau cercle progressiste pur compte déjà plus de 400 membres.

Italie

Rome, 18 janvier, soir.

La Chambre des députés a discuté aujourd'hui des projets de loi d'intérêt local. La prochaine séance est remise à lundi.

M. Sella est allé à Naples pour des motifs de santé; il reviendra à Rome lundi.

Le prince Frédéric-Charles, de Prusse, vient passer le carnaval à Rome; il habitera le palais de la légation allemande près du roi d'Italie.

Le grand-duc Michel, de Russie et la grande-duchesse sont attendus prochainement à Rome venant de Naples.

Indes

Calcutta, 18 janvier.

Une révolte sérieuse a éclaté dans le district de Koudkan, près Loodiana.

Plusieurs insurgés de Pendjab ont attaqué le fort Malak.

Des troupes envoyées promptement ont tué une centaine d'Indiens koudkans et fait un grand nombre de prisonniers.

On considère la révolte comme réprimée.

(Agence Havas.)

PARIS, VENDREDI 19 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Le Journal officiel contient un décret du président de la République qui convoque les électeurs corses pour donner, le 11 février prochain, un successeur à M. Séverin Abbatucci, démissionnaire. Voilà la lice ouverte. Le gouvernement aura-t-il à se repentir de n'avoir pas prévenu lui-même, sur un point qui touchait de si près à la liberté électorale, les réclamations des divers organes du parti bonapartiste? Le parti bonapartiste se sera-t-il mis en demeure de porter à son bénéfice les lenteurs et les incertitudes ministérielles par une élection triomphante?

C'est une question que le scrutin du 11 février peut seul résoudre.

Mais si nous avions à exprimer ici une opinion préjudicielle, en nous plaçant tout à fait en dehors de la valeur et de l'opportunité des prétentions impérialistes, nous avouerions que le succès ou l'insuccès de M. Rouher ne nous paraît devoir les rendre ni plus ni moins redoutables et ne pourrions, à nos yeux, que leur enlever une partie du prestige qu'un semblant d'exclusion, et d'ostracisme, au sein de l'Assemblée, leur donnerait infailliblement.

Toutes les opinions gagnent à être re-

présentées et défendues publiquement au même titre; si le pays conservait à leur endroit de fausses illusions, la discussion les dissipe; elles sont forcées d'avouer leurs moyens et de déclarer leurs fins secrètes; la vie parlementaire est enfin une atmosphère saine et salutaire pour tous les partis qui aspirent à un consentement réfléchi et volontaire de l'opinion et répudient l'intrigue, l'escamotage et les coups de force.

C'est à ce titre qu'on doit souhaiter de voir toutes les prétendances, à quel rang qu'elles appartiennent, quel que soit leur programme, emprunté au bon sens, à la nécessité comme à la tradition et aux principes constitutionnels, débattre leur légitimité et leur raison d'être dans l'Assemblée souveraine qui a la mission de nous gouverner, en attendant qu'elle ait eu la sagesse de nous trouver un gouvernement définitif.

Une dépêche de Berlin nous apporte l'analyse du toast prononcé par l'empereur Guillaume, au banquet législatif du conseil de l'ordre de l'Aigle-Noir. Il y célèbre un double anniversaire, dont la simple énonciation est de nature à nous suggérer le plus triste retour sur la malheureuse situation que les événements ont faite à notre pays. C'est, en effet, le même jour, à cent soixante-onze ans de distance, que le premier roi de Prusse a été couronné, et que l'empereur régnant a reçu des princes allemands et des viles libres la mission de restaurer l'ancien empire d'Occident.

LA GUERRE ECONOMIQUE

A. M. Léonce Détroiat

« L'impôt sur les matières premières et les textiles est votre dernière ressource; vous n'en avez pas d'autre, et je me fais fort de vous le prouver. »

C'est ainsi que parle M. Thiers. Un tel langage venant de si haut, cette affirmation si solennelle et si tranchante, dément la France comme accusée à son dernier refuge. Et si l'on en croyait M. Thiers, nous devrions nous préparer, comme on dit, à mettre la clef sous la porte.

Eh bien, non! la France n'en est pas encore au point où M. Thiers nous la montre. Fallût-il voter 400 millions d'impôts nouveaux, au lieu de 150, nous les trouverions, en cherchant bien, en dehors des matières premières. Mais M. Thiers a visé les matières premières, et il n'en veut pas démoder.

Toutes les chambres de commerce, toutes les chambres syndicales, l'université des industriels ont protesté contre l'impôt des matières premières. Est-ce pour échapper aux charges que leur impose le rôle du pays? Pas le moins du monde. Ils s'offrent à payer les 160 millions qu'on leur demande, et plus, s'il le faut, sous toute autre forme qu'un droit à l'importation.

Il faut pourtant qu'il y ait une raison contingente à cette répulsion du commerce et de l'industrie de la France contre cette imposition de tarifs. Cherchons-la.

Personne n'a le droit aujourd'hui de se refuser aux sacrifices. Je voterai, quant à moi, toutes les taxes, même les plus impopulaires, à la condition pourtant qu'elles ne pèseront que sur le présent, et qu'elles n'engageront pas l'avenir.

Mais, voter des tarifs à l'importation, c'est une autre affaire. Je veux bien admettre que M. Thiers, un habile homme, a de bonnes raisons pour espérer qu'ils n'apporteront pas une perturbation organique dans notre existence industrielle et

commerciale. Cependant, si M. Thiers se trompe, si je me trompe avec lui; lui et moi, en frappant des impôts sur les matières premières, ce n'est pas seulement le présent que nous aurons engagé, c'est l'avenir que nous aurons compromis. Nous aurons fait comme l'Indien, qui aura coupé l'arbre pour cueillir un fruit.

Prenez garde d'arriver à une véritable révocation de l'Edit de Nantes industrielle, sans nous en douter.

M. Thiers nous a avoué que les Anglais composeraient, au nom des traités, à l'établissement d'un droit de 30/0, mais qu'ils nous permettraient, malgré les traités, d'établir un droit de 20/0 avec drawback, c'est-à-dire avec compensation à la sortie.

Il faut bien que les Anglais aient leurs raisons pour préférer, eux si libéraux, le gros droit au petit droit. Cherchons les causes de cette préférence singulière.

Le droit de 30/0, rejeté par les Anglais au nom des traités, n'a pas de compensation à la sortie. Le droit de 20/0, qu'ils autorisent, malgré les traités, en une, le drawback.

Prenez la laine, pour bien faire comprendre le mécanisme du droit compensateur par rapport au droit d'importation. Nous produisons un peu plus du tiers de la laine nécessaire à notre fabrication; les deux autres tiers nous arrivent de la Plata, de l'Australie et de l'Allemagne. M. Thiers a fait espérer aux producteurs de laine indigènes qu'ils profiteraient de la taxe de 20/0 mise sur la laine importée.

Un kilogramme de laine importée payera à la douane 80 centimes. Le fabricant de lainages recevra une compensation de 60 centimes par kilogramme pour tout ce qu'il exportera de lainages fabriqués; ce droit compensateur est ce qu'on nomme le drawback.

Mais le fabricant anglais, par compensation, ne devra payer que 60 centimes par kilogramme, c'est-à-dire l'équivalent du drawback, pour tout ce qu'il importera de lainages en France. De telle sorte que, pour tout ce qui sera vendu sur notre marché intérieur, le fabricant français payera 80 la où le fabricant anglais ou allemand ne payera que 60.

On comprend par là la préférence des Anglais pour le gros droit avec drawback. C'est ce que M. Thiers entend probablement pour protéger l'industrie nationale.

Je pourrais multiplier les exemples de cette pratique du drawback sur les soies, les lins, les graines oléagineuses; la laine me suffit.

La conséquence, c'est que le fabricant français, mal protégé par le drawback à l'exportation, est livré sans défense possible à la concurrence étrangère sur le marché intérieur.

L'exportation de nos soieries et de nos lainages est surtaxée de toute la différence entre le quantum du droit payé à l'importation des matières premières et la restitution d'une partie de ces droits à la sortie des produits fabriqués.

C'est cette différence au détriment de l'exportateur que M. Thiers, par un abus de langage vraiment dérisoire, nomme « une prime donnée à l'exportation ».

La campagne de M. Thiers sur les matières premières est semée d'erreurs économiques que je n'ai pas le temps de relever.

Mais, puisqu'il a fait appel aux passions des agriculteurs de l'Assemblée et flâté leurs intérêts, qu'il me soit permis de les prévenir de ce qui peut leur arriver sous la conduite de M. Thiers.

Ils ont applaudi M. Thiers leur annonçant la dénonciation des traités de commerce.

« C'est notre indépendance commer-

cial qu'il nous faut ressaisir », s'écrie M. Thiers.

A la bonne heure! Mais si cette prétendue indépendance commerciale nous mène à une guerre de tarifs vis-à-vis des autres puissances, n'aurons-nous pas commis dans notre campagne commerciale la même légèreté que dans notre campagne militaire, avec la douleur d'avoir encore une fois déchaîné la tempête par notre faute?

Dans cette lutte nouvelle, nous serons sûrement battus, comme nous l'avons été dans notre campagne de 1870. Il faut donc que les agriculteurs de l'Assemblée sachent bien les dommages qu'une telle conduite peut causer à notre agriculture.

Sur l'ensemble de notre exportation — car, dans la situation que nous a faite la guerre, l'exportation doit être notre seul objectif, puisqu'elle est l'unique instrument de notre rédemption financière — les produits agricoles représentent les deux tiers, et les produits industriels l'autre tiers seulement.

Si donc la guerre des tarifs à laquelle M. Thiers semble vouloir pousser l'engager, c'est notre agriculture qui en supportera les frais pour les deux tiers.

Quant à l'industrie, la révocation de l'Edit de Nantes commencera pour elle avec l'établissement des droits sur les matières premières. L'industriel n'est pas fixé au sol comme l'agriculteur. Lyon n'est pas loin de la Suisse. Roubaix n'est pas loin de la Belgique.

Si l'exode commence, c'en est fait de la France. Nous aurons cueilli un fruit sur l'arbre coupé.

F. DUCUNG, député.

Le Droit ancien et le Droit nouveau

Les arguments de la Gazette de France sont vieux de quatre-vingts ans. Le journal qui, bien avant M. Duvernois, avait arboré le drapeau de l'appel au peuple, goûte médiocrement aujourd'hui l'idée d'un gouvernement ou, pour mieux dire, d'un système de gouvernement qui repousserait uniquement sur le principe électif. La monarchie légitime et héréditaire, dont M. Gustave Janicot défend les droits, n'en cherche pas moins, comme lecastrisme, son appui dans les masses; ceux qui lisent la Gazette de France avec attention le savent et peuvent témoigner que certains articles de ce journal pourraient être insérés dans l'Ordre sans y causer un disparate trop criard.

La Gazette de France, comme l'Empire, accepte volontiers le suffrage universel et le « cortège » des libertés modernes; mais, comme l'Empire, elle n'admet pas qu'on puisse discuter son principe : le droit de la maison de Bourbon à gouverner la France. En un mot, la Gazette de France place la légitimité au-dessus du suffrage universel.

Si tout ce que nous avançons est erroné, nous sommes prêts, sur un mot de la Gazette de France, à nous rétracter.

M. Emile de Girardin pense, au contraire, que le suffrage universel, loi du nombre, est supérieur à tout, à la légitimité, à la monarchie révolutionnaire, à la monarchie par les princes d'Orléans, à l'empire, à la République, à toutes les formes hybrides de gouvernement.

Nous pensons, comme lui, que les majorités peuvent, par la loi du suffrage, dégénérer en minorités, toute forme de gouvernement immuable ou perpétuelle est illogique, dangereuse et bonne à engendrer des conflits, des émeutes, des révolutions.

On pourrait objecter que le roi règne et ne gouverne pas. Cette maxime constitutionnelle, formulée par M. Thiers et passée à l'état d'axiome parlementaire, en faisant perdre à la royauté tout son pres-

tige, est la condamnation irrévocable de la légitimité.

La Gazette de France admet-elle que Henri V comme Léopold II pourrait dans la même année accepter pour ministres Mgr Dupanloup et M. Litré, un cabinet clérical et un cabinet athée matérialiste et socialiste? Evidemment non. La légitimité, malgré le dernier manifeste du comte de Chambord, est incompatible avec le suffrage universel.

Nous dirons plus : la monarchie intruse de 1830 est tombée en 1848 sur une question de suffrage. Le Journal des Débats, voltairien, ennemi du prêtre, libre-penseur, révolutionnaire, en un mot, subit le suffrage universel, mais ne l'accepte pas.

« Nous avons toujours combattu la souveraineté du peuple, écrivait en 1850 le Journal des Débats, parce qu'il n'y a rien de plus abrutissant que la souveraineté du nombre. »

Si donc la dynastie de 1830 repousse la souveraineté du nombre, faut-il supposer que le comte de Chambord puisse s'en accommoder?

« Ne comptez pas les votes, répondait alors M. Emile de Girardin avec sa manière incisive; pesez-les! »

Pesez-les! c'est ce problème ni M. Janicot ni M. Bapst, ni la Gazette de France, ni le Journal des Débats, ni la légitimité ni l'orléanisme ne parviendront jamais à résoudre.

Tant que le principe électif servira de base à nos institutions, la République seule sera possible en France.

« La République, disait M. Thiers à la même époque, est le gouvernement qui nous divise le moins. »

Une assemblée lasse d'agitations, affamée de tranquillité, timide, anxieuse, sujette aux paniques, pourra bien mettre la couronne sur la tête du comte de Paris; mais, malgré son titre de roi, malgré les Chartes et les Constitutions, malgré sept ou huit millions de suffrages, qu'il obtiendra assurément par les procédés connus, le nouveau roi de France ne sera qu'un président de la République essentiellement révocable, à qui les votes les plus solennels ne pourront même garantir une royauté viagère.

Dans la vieille société française les rois dépendaient de Dieu et de leur épée; de leur épée, instrument de conquête; de Dieu, qui avait légitimé, consacré cette conquête. « Si veut le roi, si veut la loi », disait-on alors.

Aujourd'hui, toute autorité, tout pouvoir, toute force émanant du peuple, c'est-à-dire du suffrage universel. Si veut le peuple, si veut la loi. A moins de mettre sur le trône quelqu'idole japonaise, quel que soliveau d'humour tranquille, quelque Nemrod chasseur, nous ne voyons pas quel serait le rôle réservé à la royauté, contrainte de s'accommoder d'un principe qui est la négation même de la monarchie.

Pendant treize cents ans, la France a fait l'expérience du droit féodal, du droit divin, du droit monarchique, elle vit aujourd'hui sous le régime du droit populaire, sous la loi du nombre. C'est une évolution naturelle dans la phase historique de tous les peuples. Nous savons que cette loi du nombre n'est pas sans inconvénients, qu'elle a été fatale à toutes les républiques; mais c'est en organisant le suffrage universel, en restaurant l'autorité des lois, en respectant le droit des minorités, que la France, au lieu de périr misérablement comme Athènes, mettra fin aux guerres civiles, aux agitations qui la paralysent à l'intérieur, et reprendra le rang qui lui appartient en Europe, comme foyer de lumière et de civilisation.

JULES DE PRÉCY.

BOURSE DU 19 JANVIER									
Cl.	Bas.	Préc.	Prem.	Plus	Dern.	Cl.	Bas.	Préc.	Prem.
10	100	100	100	100	100	10	100	100	100
11	100	100	100	100	100	11	100	100	100
12	100	100	100	100	100	12	100	100	100
13	100	100	100	100	100	13	100	100	100
14	100	100	100	100	100	14	100	100	100
15	100	100	100	100	100	15	100	100	100
16	100	100	100	100	100	16	100	100	100
17	100	100	100	100	100	17	100	100	100
18	100	100	100	100	100	18	100	100	100
19	100	100	100	100	100	19	100	100	100
20	100	100	100	100	100	20	100	100	100
21	100	100	100	100	100	21	100	100	100
22	100	100	100	100	100	22	100	100	100
23	100	100	100	100	100	23	100	100	100
24	100	100	100	100	100	24	100	100	100
25	100	100	100	100	100	25	100	100	100
26	100	100	100	100	100	26	100	100	100
27	100	100	100	100	100	27	100	100	100
28	100	100	100	100	100	28	100	100	100
29	100	100	100	100	100	29	100	100	100
30	100	100	100	100	100	30	100	100	100

Dernier cours		OBLIGATIONS		Précéd. clôture		Dernier cours		Hausse		Baissa	
100	50 45	Départ. de la Seine.		210	210	210	210				
100	50 35	Ville, 1845-1860.		388	390	390	390	1 25			
100	83 20	— 1865.		450	450	450	450				
100	93 00	— 1869.		480	480	480	480				
100	94 30	— 1870 non lib.		480	480	480	480				
100	94 30	— 1871 (Revenu).		254	254	254	254				
100	90 25	— 1900 (r. 3 O/O).		467	460	460	460				
100	94 75	— 500 fr. 4 O/O.		467	460	460	460				
100	90 45	— 500 fr. 3 O/O.		434	434	434	434				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				
100	90 45	— 500 fr. 4 O/O.		480	480	480	480				

On télégraphie de Paris au Times :

On prétend que M. Thiers a engagé une négociation avec les maîtres Rothschild, de Paris; Thomas Gibbs et Co, de Londres; Sina, de Vienne, et une maison de Saint-Petersbourg, représentant chacune un groupe de capitalistes, pour l'emprunt d'une somme totale de 3 milliards, sous les frais, en ventes 5 0/0, à émettre au taux de 87 fr. 50 c. L'opération serait effectuée à date du 1^{er} mai 1873. Toutefois, ajoute le Times, cette nouvelle mérite confirmation.

LETTRES DE VERSAILLES

19 janvier.

Comme je vous l'écrivais hier en dernière heure, une réunion générale des députés de Bordeaux, Calais, Lyon, Saint-Etienne, Roubaix, Tarare, Elbeuf, etc., avait été tenue aux Réservoirs, avant l'ouverture de la séance de l'Assemblée. Sur la proposition de M. Brame, député du Nord, le projet de résolution suivant avait été adopté à l'unanimité : L'Assemblée nationale, considérant que la presque unanimité des chambres de commerce repousse l'impôt sur les matières premières, charge une commission spéciale d'étudier, sous bref délai, les divers projets présentés, et de trouver les 250 millions, en sauvegardant les intérêts de l'agriculture et de l'industrie, seules sources de la richesse nationale.

Ce projet devait être, au cours de la séance de l'Assemblée, déposé sur le bureau et discuté d'urgence. Ainsi que le compte rendu vous l'apprendra, on n'en a rien fait, et voici l'explication très plausible que j'ai recueillie sur cette inexécution du programme :

A la réunion des Réservoirs, il n'y avait qu'un très petit nombre de députés. On voulait pourtant que le projet que vous venez de lire se présentât devant l'Assemblée sous la protection d'un nombre important de signatures de ses membres. Il fallut donc le faire circuler dans la salle des Pas-Perdus, les couloirs, les bureaux, les commissions. Mais il y arriva tard — passé deux heures et demie — et il se trouva qu'un grand nombre de députés venaient de signer déjà un projet analogue. Le bruit qui s'était répandu et avait, en quelques minutes, pris une singulière consistance, que M. Pouyer-Quertier devait déposer une demande d'ajournement de la discussion, arrêta l'empressement des autres. Et c'est ainsi que les co-auteurs du projet Brame, se trouvant trop isolés, furent amenés à en différer le dépôt.

La séance, du reste, a été aussi bonne pour eux que désastreuse pour le gouvernement. Le long discours de M. Pouyer-Quertier a été fort mal accueilli par la gauche et les centres, et n'a recueilli que de très rares applaudissements sur les bancs de l'extrême droite. C'est là décidément que se sont réfugiés les derniers partisans de l'impôt des matières premières. M. Thiers a complètement échoué dans sa tentative de faire prononcer la clôture du débat et voter le principe de son système. On ne saurait imaginer de plus complète déroute.

Du discours de M. Pouyer-Quertier, je n'ai presque rien à vous dire. L'honorable ministre nous a annoncé, à notre grande surprise, que le gouvernement a un plan en matière d'impôts. On lui a souvent et très vivement reproché de s'adresser aux ressources les plus hétérogènes, de faire des emprunts à tous les systèmes, et de ne rien savoir trouver de nouveau, d'original. Ces reproches sont injustes. Le plan du gouvernement, c'est de ne point grever l'alimentation, ni gêner le travail; le plan du gouvernement c'est de ne rien demander ni au pain, ni à la viande, ni au sel, ni à l'outillage. Ce plan, tout négatif, comme vous le voyez, n'offre pas de bien grandes difficultés d'exécution; mais aussi est-il fort éloigné de conduire au résultat où doit tendre tout système d'impôt.

Après cette première déclaration, M. Pouyer-Quertier a parcouru, sans ordre, sans méthode, la série d'arguments présentés par M. Thiers dans la séance de samedi dernier.

Il a eu quelques mots malheureux, qui ont soulevé de véritables tempêtes. Je ne vous en citerai qu'un : « Nous nous trouvons en présence de l'industrie, qui ne veut rien payer. » Ça été, là-dessus, un tonnerre de protestations, d'apostrophes violentes, de cris : « A l'ordre ! » Le mot, en effet, était dur et injuste. L'industrie française, par la bouche des députés qui assiégent depuis quelques jours l'Assemblée, et dont M. Pouyer-Quertier a pu lire dans les journaux les éloquentes déclarations, proteste qu'elle est prête à tous les sacrifices qui ne la condamneront point à l'abaissement devant les industries étrangères et à la ruine.

Une nouvelle que j'avais hésité à vous donner avant d'en être bien sûr : à propos du rapport de l'élection du Var, qui doit être fait demain, la droite se propose d'interpeller le gouvernement sur le voyage de M. Gambetta. A quoi la gauche répondrait par une interpellation sur le voyage de M. de Cathelineau.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

M. Alfred Giraud, dans son rapport sur la proposition de M. de Saisy, touchant la forme de gouvernement à donner à la France par un plébiscite, déclare que la proposition est encore inopportune; que d'ailleurs les plébiscites nous ont coûté assez cher depuis le commencement du siècle pour qu'on n'en recommence pas de si tôt l'épreuve. L'Assemblée se réserve le droit de fixer le moment de procéder à l'œuvre de la Constitution pour donner à la France un gouvernement définitif.

REVUE DES JOURNAUX

L'Avenir national se demande quelle conduite doit tenir le gouvernement devant la réprobation presque unanime qui accueille l'impôt sur les matières premières? Avec une grande justice, le journal de M. Peyrat déclare que le débat, si grave qu'il soit au point de vue de notre propriété nationale, ne pose en aucune façon une des questions de politique générale sur lesquelles toute capitulation de la part du gouvernement équivalait à une abdication :

Tel n'est point le cas actuel, dit-il. L'Assemblée ne refuse pas les 200 millions, seulement elle recherche comment ces 200 millions peuvent être plus sûrement et le plus avantageusement obtenus. Que le gouvernement donne son opinion, qu'il entre dans la discussion avec plus ou moins de vivacité, rien de plus légitime; mais il méconnaîtrait la nature de sa fonction de pouvoir exécutif s'il allait au delà et s'il faisait de la question de savoir par quel mode doivent être obtenus les ressources nécessaires à l'Etat une question de cabinet. Une telle façon de comprendre le rôle, l'action du gouvernement, serait le renversement de toutes les notions politiques; ce serait la confusion non-seulement des pouvoirs, mais la confusion des conditions possibles de gouverne-

ment. Oh! irions-nous, si tout gouvernement ne se considérait comme pouvant exister qu'à la condition que toutes ses idées, en toutes matières, fussent infaillibles? Cela nous conduirait, infailliblement à la tyrannie; car c'est le propre de la tyrannie de ne point admettre de contradiction, et de considérer toutes choses comme mettant en question l'existence même du gouvernement en exercice.

Nous ne pouvons que souscrire à ces considérations, qui sont en tous points conformes à l'esprit de la politique parlementaire, loyalement, sincèrement pratiquée. L'initiative gouvernementale y a pour limites les droits de la majorité; la responsabilité du chef de l'Etat y est mise hors de cause sur toutes les questions où ses idées, mûrement délibérées, suffisamment défendues, sont numériquement battues par des idées contraires émanées de l'initiative des représentants ou de la conscience du pays.

Quant le principe qu'il a mission de représenter au pouvoir, monarchie ou république, n'est point directement attaqué, il fausserait la logique de son rôle et mentirait à sa raison d'être, qui est celle d'un mandat délégué, en résistant plus longtemps à la volonté du mandataire.

Le Courrier de France discute la forme préjudiciable d'une forme politique. Rien ne prouve mieux le danger et l'incertitude fondamentale de la situation que la possibilité de pareilles discussions byzantines.

Il s'en faut cependant que le Courrier de France soit ici Don Quichotte, et les arguments qu'il croit de voir combattre aussi illusoire que les armées fantastiques dont se peuplent l'imagination ardente du chevalier de la Manche. D'honorables journaux les prennent fort au sérieux; et, puisqu'il s'agit de la monarchie légitime, nous n'avons pas besoin de nommer la Gazette de France.

La monarchie légitime, dit le Courrier de France, entraîne avec soi l'hérédité. Mais l'hérédité sur le trône implique nécessairement l'hérédité partout, à tous les échelons de l'ordre social. L'hérédité dans le pouvoir n'est un élément de stabilité que quand ce pouvoir est accepté par la plus grande partie des citoyens. Nous n'avons pas à discuter un tel principe. Nous n'avons qu'à établir la monarchie d'Henri IV, il faudrait ramener la nation française aux idées et aux sentiments de la France d'Henri IV; il faudrait reconstituer la séparation des classes et la prépondérance de la noblesse, supprimer toutes les conséquences de la Révolution et toutes les conquêtes de l'égalité; il faudrait surtout abolir le suffrage universel.

Tout ou rien.

Les opinions les plus extrêmes gagnent à avoir pour organes des hommes sérieux et logiques. La logique, en effet, n'a pas quatre chemins : elle n'en a qu'un, par lequel sont forcés de passer les professeurs d'erreurs et les professeurs de vérité. Le sophisme, si bardé de raisons qu'il se présente, ne s'y aventure toutefois qu'avec méfiance. Car il arrive toujours un moment où l'on peut l'arrêter au passage et le mettre en demeure de conformer ses actes à ces déclarations.

C'est ainsi que M. Emile Accolas, dans le Radical, professe, sans le vouloir sans doute et contraint par la force des choses, la liberté sans épithète, la liberté pour tous, ce qui est ruiner la laïcité dans l'enseignement tel que la voudraient MM. Motu et Compagnie.

Après avoir fait la déclaration suivante : Je proclame absolument pour chaque homme le droit de se tromper; je proclame pour chaque homme le droit de dire tout haut ce qu'il pense, vérité ou erreur; je dénie à tout gouvernement, à toute société comme à tout homme, tout pouvoir préventif ou répressif contre l'expression de la pensée même d'un seul homme,

Il repousse, au nom de la libre-pensée, toute exclusion et toute oppression au profit d'une opinion particulière, et d'une pensée qui veut devenir dominante.

Sont-ce bien des hommes de libre-pensée qui tiennent un pareil langage? s'écrie-t-il. Sont-ce même des hommes qui réfléchissent que ceux qui demandent à leurs adversaires ce qu'ils doivent espérer et craindre? Et quant à la vitalité du christianisme, voici ce que j'ai à répondre : la famille chrétienne n'a germé jusqu'ici que dans un terrain de surface; défiez-vous de terrain étroit, faites faire le jour partout où il a régné jusqu'à la nuit, et vous verrez ce que deviendra la famille chrétienne!

Le radicalisme militant, non pas celui qui représente M. Accolas sur les hauteurs de la philosophie, mais celui dont nous avons cru voir la politique sous le gouvernement de la Commune, accepterait-il cette ligne de conduite et se renfermerait-il dans ses principes? Pas plus que l'orthodoxie catholique, tremblante pour ses privilèges. Et c'est là le malheur.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

M. Albert Dauphin, maire d'Amiens, élu député de la Somme au scrutin du 7 janvier vient d'adresser la lettre suivante au journal la Somme :

Monsieur le rédacteur, Je vous prie de me permettre d'adresser à la publicité de votre journal pour annoncer que je viens de faire connaître à M. le président de l'Assemblée nationale ma détermination de ne pas accepter le mandat de député de la Somme.

Je conserverai comme le plus grand souvenir de ma vie le témoignage d'estime et de confiance que messieurs les électeurs du département m'ont donné. Mais j'avais exposé, la veille du scrutin, les motifs divers qui m'obligaient à décliner toute candidature; ces motifs existent aujourd'hui comme alors, et personnellement, je m'attache à ce que je persiste dans ma résolution, depuis longtemps arrêtée et exprimée, de borner ma carrière publique au rôle d'administrateur de la ville d'Amiens.

Veuillez agréer, etc. A. DAUPHIN.

Amiens, le 18 janvier 1872.

La détermination formulée dans cette lettre a dû surprendre les électeurs de la Somme, comme elle surprendra tous ceux qui se rappellent la circulaire lancée par l'honorable M. Dauphin, la veille du scrutin.

En effet, dans cette circulaire, dont nous avons reproduit le passage le plus caractéristique, M. Dauphin avait déclaré, non pas qu'il déclinaient toute candidature, mais simplement qu'il avait refusé de poser lui-même la question. Ce qui revenait très nettement à dire : Je n'ai rien voulu faire pour appeler sur moi le choix des électeurs; mais je suis à leurs ordres au cas où il leur plairait de me nommer comme député.

Cette disposition de M. Dauphin est d'autant moins contestable qu'il a eu soin d'ajouter cette phrase très significative : « Je place mes espérances dans la constitution définitive d'une république modérée. »

A quoi bon cette déclaration, d'un caractère politique si évident, si M. Dauphin était dans l'intention de refuser le mandat de député?

Quoi qu'en dise la lettre adressée au journal la Somme, il y a certainement là autre chose qu'un malentendu.

L'Impartial de l'Est annonce que 6 millions, tombés entre les mains des troupes al-

lemandes après la capitulation de Strasbourg, et appartenant à la Banque de France, vont être rendus prochainement à la succursale de Nancy.

Six autres millions avaient été trouvés à Strasbourg; ceux-là appartiennent à l'Etat. Ils sont, par conséquent, considérés comme de bonne prise par les Prussiens, qui se garderont bien de nous les rendre.

Un arrêt de la cour d'appel de Douai, rendu avant-hier mercredi, a confirmé le jugement rendu par le tribunal correctionnel dans l'affaire du duel de MM. G. Brame, fils de l'honorable député du Nord, et Giraud, rédacteur d'un journal de Lille.

L'Egalité parle de la création projetée à Marseille d'un grand journal bonapartiste, dont la direction serait confiée à M. Ulysse Pic, ancien lieutenant de M. Granier de Cassagnac père, au journal la Nation, de Paris.

Il paraît, dit le Journal de Lyon, que le gouvernement a décidé de partager le différend qui s'était élevé entre Lyon et Nancy, à propos de l'héritage de la Faculté de médecine de Strasbourg que ces deux villes se disputaient amiablement. On les mettrait d'accord en leur donnant à chacune la moitié de la succession.

On lit en effet dans le discours prononcé à la rentrée des Facultés de Nancy : « Le projet de budget pour 1872 contiendra la proposition d'organiser la Faculté de médecine de Nancy, en même temps qu'une Faculté de même ordre serait établie à Lyon. »

En attendant cette solution, des décrets des 9 et 10 décembre 1871 ont déjà, comme on sait, transféré de Strasbourg à Nancy, une chaire de la Faculté des lettres, deux de celles des sciences et deux de celle de droit.

La Cloche croit devoir faire le procès des « reporters » de la Liberté, à propos d'un récit inexact que nous aurions publié, relativement aux récents désordres de Montpellier.

Au lieu de jouer au magistrat à l'égard de leurs confrères, les rédacteurs de la Cloche feraient bien mieux d'apprendre à lire les journaux avec un peu plus d'ordre dans leur lecture, ils s'évitent la déconvenue qui consiste à attribuer à la Liberté ce qui vient du Messager du Midi ou de quelque autre journal de Montpellier ou de Nîmes, intéressé à dramatiser l'affaire Cathelineau.

BUZENVAL

Il y a un an à pareille époque — c'était un jeudi soir — tous les chefs de corps de l'armée de Paris rassemblèrent leurs hommes et leur dirent :

— Demain, à midi, il faut que nous soyons à Rueil; ce n'est pas pour sauver Paris que nous allons tenter ce dernier effort, c'est pour sauver notre honneur.

Et l'on partit. Soldats de la ligne, gardes nationaux et gardes mobiles allaient pour la première fois se trouver réunis sur un champ de bataille; l'enthousiasme était chose si contagieuse qu'on parvenait presque à se faire illusion sur l'issue de ce combat.

Il faisait un brouillard épais, à travers lequel on pouvait à peine distinguer les bataillons, qui passaient silencieusement, se rendant à leur poste de bataille. On pénétrait dans une boue épaisse, où s'embourbaient les voitures d'artillerie. Les hommes portaient dans leurs sacs pour dix jours de vivres, et ils devaient rentrer le lendemain.

La nuit était écorante, pour les gardes nationaux surtout, si bien qu'en arrivant sur les hauteurs de la Bouilleuse, où ils devaient prendre position, le désordre et la désorganisation commençaient à s'introduire dans les rangs.

L'armée était divisée en trois corps. La droite, commandée par le général Vinoy, avait ordre d'occuper et occuper effectivement à huit heures du matin Montretout, où devaient se couvrir de gloire, quelques heures plus tard, le commandant Lareintie et ses trois cents mobiles.

Le centre, sous les ordres du général Carré de Bellemare — et où le général Valentin commandait la deuxième brigade comprenant les 109^e et 110^e de ligne, ainsi que le 7^e bataillon de la garde nationale — devait occuper le château et le parc de M^{me} Zimmermann, à Buzenval. A sept heures et demie, la division prenait position, et à huit heures le parc était au pouvoir de nos troupes. C'est alors que l'élan donné aux compagnies d'attaque fut brusquement arrêté par le terrible mur du fond.

Quant au troisième corps, commandé par le général Ducrot, ni les chefs ni les soldats n'en entendirent parler avant trois heures du soir. Il s'était égaré dans la presqu'île de Gennevilliers.

Malgré la bravoure de tous, il leur fut impossible de franchir le mur renforcé. A dix heures et demie, on fit jouer la dynamite; mais le retard avait permis aux Prussiens de concentrer des forces considérables et de se retrancher.

A cinq heures du soir, nous étions en pleine retraite.

Telle fut la bataille qui mit fin aux dernières illusions de cette armée de Paris à qui il n'avait manqué que deux choses : des chefs et de la discipline. Jamais réunion plus patriotique d'hommes de toutes conditions et de tous âges ne s'était trouvée en face d'un ennemi commun. Buzenval restera un des plus tristes souvenirs du siège de Paris, car c'est à cette nefaste journée qu'ont abouti trois mois de privations et de patience. Nous y étions, et nous n'oublions jamais le retour à Paris. Ceux qui revenaient étaient accueillis par les leurs avec une double émotion : la joie de les voir sains et saufs, et la douleur de savoir la partie irrévocablement perdue.

Parmi les morts de cette désastreuse journée, figuraient Henri Regnault, le colonel de Rochebrune, le commandant Bernard, le marquis de Coriolis-Lespinois, Jannaro Perelli et bien d'autres dont la liste serait trop longue.

C'est par milliers qu'il faut compter ce matin ceux qui se rendent à Rueil pour assister au service funèbre.

Nous avions quitté Paris par un temps de brouillard, nous arrivons à Rueil par une pluie battante. L'église est pleine de monde. Au milieu s'élève un superbe catafalque, entouré de drapeaux tricolores, autour duquel le 6^e de ligne fait la haie.

Les musiques des anciens grenadiers de la garde et du 7^e jouent alternativement avec celle de la localité. L'orgue est tenu par M. Morrey, et les chœurs chantés par les enfants de l'école communale. A gauche du chœur, nous remarquons les généraux Valentin, Brame et Briard : ce dernier représente M. Thiers. Derrière eux se trouve une députation de l'Assemblée nationale, composée de MM. le colonel Langlois, Labélonye et de Laroche-Thulon.

La messe est dite par le curé de Rueil. L'abbé Lecomte, ex-missionnaire apostolique, directeur de l'œuvre de Saint-Fran-

çois de Sales, improvise un discours fort éloquent, dans lequel il développe le commencement de la première partie de la messe des morts.

A midi, la cérémonie est terminée, et l'on se dirige vers le cimetière. Les pompiers ouvrent la marche. Ce sont les mêmes que ceux qui, les premiers, éteignirent les incendies de la rue Royale. Leur musique joue la Marche funèbre de Beethoven.

Derrière eux vient le clergé, suivi des généraux et de leur état-major, ainsi que de la députation.

En passant devant une boutique de marbrier une dame en deuil se met à sangloter. On est obligé de l'emmener. Elle a reconnu la maison où son fils, lieutenant de la garde nationale, est mort il y a juste un an.

La pluie continue. La terre est détrempée comme au jour de la bataille. On s'arrête devant un tumulus de gazon, surmonté d'une croix de fonte, à laquelle sont suspendues des couronnes fanées. Après l'absoute, M. Camille, conseiller général, qui représente M. le préfet de Seine-et-Oise, prononce un discours, auquel répondent le colonel Langlois et le maire de la localité.

On se sépare aux cris de : Vive la France ! et de vive la République !

LES ACTES OFFICIELS

CONVOCACTION D'ÉLECTEURS

Sont convoqués, à l'effet d'élire leurs représentants à l'Assemblée nationale.

Le 11 février, les électeurs des départements de l'Eure, des Côtes-du-Nord et de la Corse.

MISES EN LIBERTÉ

Le nombre total des jugements rendus par les conseils de guerre et des mises en liberté par ordonnance de non-lieu est actuellement de 18,551.

NOS INFORMATIONS

ENCOMBREMENT DE LA VOIE PUBLIQUE

Le marché Saint-Quentin, faisant face au boulevard Magenta, continue à être constamment encombré par des voitures de place qui en rendent les abords très difficiles et très dangereux.

Il est inexplicable que l'on n'impose pas aux voitures un tout autre stationnement que la façade d'un marché public, dont la construction est adossée à des maisons, à l'angle de deux rues étroites.

En renouvelant, par la voie de la presse, les légitimes plaintes de tous les habitants du quartier, nous finirons peut-être par obtenir satisfaction.

UN EMPEREUR À LA CHARITÉ

Mercredi, vers neuf heures, tandis que M. G. Sée, professeur de clinique à la Charité, se rendait de la salle de femmes, suivi d'un nombreux cortège d'élèves, l'empereur du Brésil Dom Pedro, accompagné de son secrétaire, traversait une salle de service du docteur Pidoux, en demandant avec instance à voir le docteur Sée.

— Le voici justement, répond un élève en médecine à Dom Pedro.

L'empereur du Brésil est allé à la rencontre de l'éminent professeur, lui a serré la main et en le saluant avec les marques de la plus grande estime lui a demandé d'aller l'entendre quelques instants à sa leçon de clinique.

— Sire, nous vous garderons une place, a dit le célèbre clinicien à Dom Pedro.

— Oh! non; je veux être placé comme tout le monde, fait l'empereur du Brésil.

— Rassurez-vous, observa le docteur Sée, en riant; cette place réservée sera une simple chaise.

— Pas même! riposte Dom Pedro à son tour; je veux me mettre sur le banc de bois, comme un simple étudiant. A tout à l'heure.

Le professeur avait commencé sa leçon depuis cinq minutes à peine, que l'empereur Dom Pedro venait, en effet, s'asseoir sur un des bancs de l'amphithéâtre; il a écouté avec beaucoup d'intérêt le célèbre clinicien, qui parlait d'un cas tout particulier d'une affection des pommures, puis, regrettant que le temps mesuré ne lui permit pas de rester jusqu'à la fin, Dom Pedro est reparti, satisfait d'avoir entendu l'éminent professeur.

L'ÉCLAIRAGE À PARIS

La compagnie du gaz vient de faire commencer d'importants travaux dans le haut de Montmartre, à l'extrémité de l'avenue de Wagram, pour l'établissement de nouveaux becs de gaz. Certaines parties de ces quartiers sont en effet si complètement privées que le gaz doit y être remplacé par des lampes à pétrole. Le nombre des nouveaux candélabres qu'on va planter à Montmartre, dans la rue de Ravigan et les rues circonvoisines, est de soixante-deux.

Avenue de Wagram, on en plantera trente-trois.

CLÔTURE DE LA CHASSE

La clôture de la chasse aura lieu très prochainement; déjà les rapports arrivés de province en fixent la date au 31 janvier pour certains départements, et pour d'autres, au 5 février prochain.

Dans quelques jours donc les perdreaux, bécasses et faisans auront disparu des devantures des marchands de comestibles, pour faire place aux vanneaux et aux pluviers dorés pour lesquels la clôture n'a lieu que quinze jours après.

SACRE DE M^{gr} DUQUESNAY

Une cérémonie des plus intéressantes aura lieu jeudi prochain, 25 janvier, à l'église Saint-Julpe : celle du sacre de M^{gr} Duquesnay, récemment nommé évêque de Limoges. M^{gr} Guibert assistera à la cérémonie, mais il n'officiera pas. Le prélat consécrateur sera M^{gr} Bernard, archevêque de Sens. La cérémonie aura lieu à dix heures du matin très précises. M^{gr} Duquesnay partira le 27 pour se rendre à son siège épiscopal.

LE NOUVEAU CARTOUCHE DE L'OPÉRA

Le cartouche qui doit remplacer, au-dessus du rideau actuel, les armes impériales, et dont nous avons donné la description, a été déplacé presque aussitôt après avoir été posé, pour subir quelques modifications jugées nécessaires par M. Charles Garnier. On le replace définitivement aujourd'hui à trois heures; les spectateurs de l'Opéra le verront donc se dresser.

LES OBSEQUES DE MONSIEUR BUQUET

Les obsèques de M^{gr} Buquet, vicaire général du diocèse de Pau et évêque in partibus de Pamiers, auront lieu demain à Notre-Dame, à onze heures précises. Elles seront célébrées avec beaucoup de pompe, et les préparatifs de la cérémonie sont déjà commencés. Tout le chœur sera tendu de draperies noires semées de grandes croix d'argent,

et relevées de chaque côté de l'autel par des patères également d'argent. Les quatre chapeaux y assisteront au grand complet et M^{gr} Guibert officiera. Il n'y aura pas d'oraison funèbre. Le char de M^{gr} Buquet est orné aux quatre coins d'anges qui se couvrent la figure de leurs ailes; il sera traîné par quatre chevaux.

M^{gr} Buquet était âgé de 86 ans.

LES AFFICHES

Le 15 février prochain sera adjugée, à la sous-préfecture de Sceaux, l'entreprise de la réparation et de l'entretien des forts de Saint-Denis et d'Aubervilliers. Le bail qui sera consenti à l'adjudicataire est de cinq ans, et expirera par conséquent le 31 décembre 1877. Les soumissions cachetées sont reçues dès aujourd'hui aux mairies de Sceaux et de Saint-Denis, et à la sous-préfecture de Sceaux.

Le 22 courant, l'administration des domaines fera vendre aux enchères publiques les matériaux provenant de la démolition des ruines du château de Meudon.

LES URINOIRS À PARIS

La Ville vient de décider que tous les urinoirs à deux places situés dans les angles rentrants des diverses rues de Paris allaient être supprimés comme ne remplissant pas les conditions nécessaires de salubrité et de décence. Elle les remplacera par de longues urinoirs divisés en compartiments et complètement cachés aux regards du public, dans le genre de celui qui est établi dans la rue Vivienne, en face de la Bibliothèque. Ces urinoirs seront établis au fur et à mesure que la Ville rentrera en jouissance de l'espace laissé vide sur les trottoirs par suite du renforcement de certaines maisons, et qu'elle avait loué à des boutiquiers pour y établir des échoppes.

Cette décision de la ville nous remet en mémoire la statistique suivante : Le public dispose actuellement d'environ 40 urinoirs appartenant à la compagnie des kiosques, de 231 urinoirs dans le même genre, concédés à la société Drouart et Co et de 238 urinoirs luxueux en stalle, qui sont la propriété de la ville; parmi ces derniers, ne sont pas compris les petits urinoirs à deux places établis dans les rues de Paris, et qui vont être supprimés, comme nous l'avons dit plus haut, et les urinoirs en ardoises à plusieurs stalles que l'on trouve sur les places publiques et dans les promenades. Chaque urinoir, nos lecteurs l'ignorent sans doute, rapporte quarante francs par an à la ville. Moyennant cette contribution annuelle, la compagnie des kiosques et la société Drouart disposent comme elles l'entendent de ce qui est devenu leur propriété, dont elles retirent un immense bénéfice par les annonces.

UN FAKIR. — SUICIDE

Nous n'euissions jamais cru, si nous ne l'eussions vu de nos yeux, — ce qui s'appelle vu, — qu'il y eût des fakirs à Paris. Il y en a cependant. Celui dont nous parlons n'est pas Indien, comme on pourrait le croire : il est né à Caen et se nomme Mathieu Ledanois.

Après avoir été prêtre dans sa jeunesse, Ledanois avait jeté le froc aux orties pour se lancer dans la littérature. Désespéré de ne pas réussir, il était peu à peu tombé dans une sorte de spleen, qui n'avait pas tardé à dégénérer en une véritable monomanie. Ledanois se croyait le plus grand pécheur de la terre. Pour éviter l'enfer, il ne trouvait qu'un moyen, celui de mourir d'une mort horrible, afin d'éviter les crimes de sa vie.

Hier matin, vers sept heures, ses voisins entendirent des gémissements sortir de sa chambre. On enfonça la porte, et on vit le malheureux pendu par les poignets, et pousant sans gémissements étouffés. On s'empressa de le détacher; il avait déjà les extrémités complètement décolorées. C'est avec les plus grandes difficultés qu'on put le faire revenir à lui. Il déclara s'être pendu à cinq heures du matin. Il y avait donc deux heures qu'il était dans cette position. L'ébranlement du système nerveux est tel qu'on désespère de ses jours.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL À L'ODÉON

L'empereur du Brésil se rendra ce soir à l'Odéon. Il a fait prior la direction de composer le spectacle comme suit : Tartuffe, le Passant et M^{me} Sarah Bernhardt. On s'est empressé d'obtempérer au désir impérial.

LE VICOMTE DE GONTAUT-BIRON

Le vicomte de Gontaut-Biron est attendu lundi prochain à Paris; il vient, en congé, y passer une dizaine de jours pour chercher sa famille.

VISITE DE L'EMPEREUR DU BRÉSIL À LA FACULTÉ DE MÉDECINE

S. M. Dom Pedro, empereur du Brésil, a visité hier la Faculté de médecine. Il s'est rendu à une heure moins un quart à l'école, entré dans le grand amphithéâtre et a pris place au milieu des élèves comme un simple étudiant, au moment où M. Wurtz, doyen de la Faculté et professeur de chimie, faisait son cours. L'entrée de l'empereur ne fut pas remarquée. A l'issue du cours, Dom Pedro fut présenté à M. le doyen par l'un des deux personnes qui l'accompagnaient.

M. Wurtz présenta alors à l'empereur les professeurs et agrégés qui assistaient aux cours. Cette présentation eut lieu dans la salle des thèses. L'empereur visita ensuite l'Ecole de médecine, puis se rendit à l'Ecole pratique, accompagnée d'environ 600 étudiants, qui lui firent un chaleureux accueil. Sa Majesté visita le pavillon réservé de dissection, puis le pavillon destiné aux études histologiques, et en particulier le cabinet de M. le professeur Vulpian. De là, Dom Pedro se rendit au musée Dupuytren, par lequel il termina sa visite.

Sa Majesté n'a cessé d'être l'objet de manifestations respectueuses de la part des étudiants, qui se découvraient sur son passage. La visite était terminée à deux heures. L'empereur était en habit noir et ne portait aucune décoration.

LES COMMISS INFIDÈLES

de valeur qui leur ont mérité l'admiration sincère de l'ennemi, la Prusse exigeait la possession de la fameuse forteresse, et il aurait bien fallu céder. Belfort nous appartient. Que ce soit un motif de se montrer, sinon bienveillant, du moins équitable, envers les officiers qui ont pris part aux opérations de la défense.

Voilà ce qu'on répète à Belfort. D'ailleurs, les avances qui ont été faites à l'armée de Belfort n'ont rien de scandaleux, et il nous semble plutôt que tous les services n'y ont pas été récompensés comme ils l'auraient mérité. Est-ce que M. Denfert ne devrait pas être général ? N'oublions pas que, seule, la garnison de Belfort est sortie de la ville, libre de tout engagement, tambour battant, enseignes déployées, saluée par l'armée ennemie.

Une autre question qui préoccupe les habitants de Belfort, est celle de savoir ce que deviendra le demi-arrondissement alsacien que la Prusse nous a laissé. Le demi-arrondissement est dans une position exceptionnelle et fautive qui ne peut se prolonger. Au point de vue politique comme à celui des intérêts administratifs, il faut que la question soit promptement résolue et de façon à satisfaire les habitants de ce territoire sans causer de préjudice à l'Etat.

ÉCHOS MILITAIRES

LA TENUE DE L'INFANTERIE

On parle encore de nouvelles modifications à introduire dans la tenue de nos fantassins, mais nous pouvons affirmer que rien n'est encore décidé à cet égard. Cependant les souliers et la guêtre sont supprimés en principe et remplacés par la demi-botte permettant aux hommes de se chauffer et de se déchausser bien plus rapidement, de courir dans la boue ou la neige sans que des matières étrangères viennent s'introduire sous le pied et le blesser. On marche très bien avec la botte, les Prussiens nous en ont donné la preuve dans cette campagne.

Toutes les transformations de coiffure essayées jusqu'ici n'ont donné que des résultats très peu satisfaisants pour qu'on songe encore à modifier le képi. L'idée d'un nouveau shako ou d'un casque paraît abandonnée.

On parle toujours d'un nouveau modèle de capote à un rang de boutons, avec capuchon mobile. Pourquoi ne pas adopter simplement la capote prussienne qui est parfaite sous tous les rapports ? Celle de nos fantassins est trop courte, trop étriquée. Vouloir en faire un vêtement est absurde : elle doit servir de manteau ou de pardessus, rien de plus.

Le modèle prussien permet de supprimer la demi-couverture, qui accable le soldat. Portée en sautoir, elle pèse moins sur le sac. Comment exiger, en effet, des marches rapides ou forcées d'hommes chargés de ces hautes ?

L'idée d'un fourreau de sabre-baïonnette se repliant comme une lunette à coulisse nous paraît plus ingénieuse que pratique, et n'a pas dépassé jusqu'ici la sphère intime des théoriciens ou des inventeurs.

Nous avons déjà demandé bien des fois la réduction, comme volume et comme poids, du sac de nos fantassins.

Quand se décidera-t-on à supprimer les grands bidons, grandes marmites, grandes et petites gamelles, quarts, etc., fort embarrassants et bien inutiles, sinon à produire ce vase de ferblanterie particulièrement l'armée française en marche.

Ajoutons encore, pour en finir avec les questions d'uniformes, que toutes ces modifications ou transformations, annoncées un jour et démenties le lendemain, produisent le plus déplorable effet. Les officiers ne sachant jamais à quoi s'en tenir, reculent de jour en jour pour se faire confectionner le nouveau modèle adopté. Nous en voyons sans cesse la preuve.

On comprend à la rigueur que l'ancien caban soit encore toléré. Les officiers ne sont pas riches, et il y a justice à leur permettre d'utiliser les vêtements qu'ils possèdent déjà ; mais que signifient ces manteaux pardessus, vestons, jaquettes, sautes-en-barque, etc., dont ils s'affublent journellement ? A quoi sert de faire des circulaires pour prescrire l'obligation stricte de l'uniforme, même hors du service, si elles sont considérées, dès les premiers jours, comme lettre morte. Il est impossible d'étudier de près l'armée française, surtout en campagne ou dans les camps, sans être péniblement affecté de ce laisser-aller, de ce débâillage des soldats et surtout des officiers, qui vraiment ne savent qu'inventer pour se couvrir de vêtements extraordinaires. On porte de tout, des uniformes exceptés.

La Question du Timbre

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, 16 janvier 1872.

Monsieur le Directeur,
Le chemin de fer de l'Est me livre un colis accompagné d'une lettre de voiture avec le détail des frais suivants :

Transport	2 15
Camionnage	» 50
Enregistrement	» 65
Timbre	» 25
Total	3 »

La lettre de voiture, dressée au lieu d'expédition, se trouve ainsi terminée et réglée, mais on y a ajouté sous une dénomination illisible » 10

Le camionneur explique que ces 10 centimes représentent le timbre de la décharge à signer sur son bordereau.

Ainsi, voilà un colis dont le port n'est que de 2 fr. 65 déjà grevé d'un timbre de 25 c. et d'un enregistrement de 10 c.

Le chemin de fer est-il fondé à faire supporter au destinataire la dépense d'un timbre qu'il applique indistinctement, sur tous les bordereaux d'embarquement, lesquels bordereaux restent en sa possession ?

Le destinataire supporte déjà une taxe d'un timbre de 25 c.

L'article 105 du code de commerce dit clairement : « La réception des objets transportés et le paiement du prix de la voiture, éteignent toute action contre le voiturier. »

Or, s'il plaît aux compagnies de chemin de fer d'avoir des bordereaux d'embarquement, elles doivent en supporter les frais et ne pas imposer ce surcroît de dépenses aux destinataires des lettres de voiture, dont le transport n'atteint pas 10 fr.

En publiant ces faits, vous nous aiderez à attirer la sollicitude du gouvernement sur ces questions délicates, et à les résoudre d'une façon équitable.

Agrez, etc.,

Votre fidèle lecteur.

Nous pensons que les grandes administrations ne sont fondées en aucune manière

à réclamer aux destinataires le montant des timbres qu'ils appliquent sur leurs registres et autres pièces de comptabilité qui restent entre leurs mains.

De nombreuses lettres nous sont adressées chaque jour à ce propos. Nous avons pris le parti de consulter un des membres de la commission qui a rédigé le projet de loi sur le timbre, et nous pourrions sous peu de jours motiver notre opinion à cet égard.

La Crise des Transports

ENCOMBREMENT DES GARES

L'administration municipale vient de recevoir la circulaire suivante, qui lui est adressée par M. le chef de gare de Beauvais :

Circulaire n° 15

Suspension des expéditions en destination des entrepôts généraux du Pont-de-Flandres

Paris, 17 janvier 1872.

A partir de la réception de la présente circulaire, et jusqu'à nouvel avis, les gares et stations n'accepteront plus aucune remise et ne devront faire aucune expédition de marchandises en destination des entrepôts généraux du Pont-de-Flandres, qui sont encombrés et ne peuvent plus rien recevoir.

Les chefs de gare et de station devront immédiatement notifier aux autorités locales l'avis de cette fermeture et sa cause.

L'ingénieur, chef de l'exploitation,
FÉLIX MATHIAS.

CORRESPONDANCE

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, 17 janvier 1872.

Monsieur,
Dans l'article publié hier dans la *Liberté*, sur le nouvel Hôtel-Dieu, vous prêtez à mes collègues, MM. Girard, Marjolin, Vidal, et à moi, une opinion qui n'a été exprimée par aucun de nous. Quant à moi, « je n'ai pas proposé la démolition du nouvel Hôtel-Dieu ; mais je dis et je pense que, quoi qu'il y fasse, ce ne sera jamais qu'un mauvais hôpital, et qu'il vaudrait beaucoup mieux chercher à trouver à ce monument une autre destination. »

Je vous serais obligé de vouloir bien publier cette courte rectification. Ce que nous proposons est je crois le plus sage ; réaliser ce qu'on nous fait dire serait insensé.

Veillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

C. LATTEUR,

Médecin de l'hôpital Saint-Louis.

La *Liberté* n'ouvrira pas de souscription en faveur de la veuve Fiot, mais elle se charge de faire parvenir à cette mère de famille vraiment digne d'intérêt les sommes ou objets de première nécessité qui lui seraient destinés.

Nous avons déjà reçu de M. Emile de Girardin et de plusieurs de nos abonnés des sommes que nous nous empressons de lui faire parvenir.

HOMMES ET CHOSES

M. Ernest Picard a encore quelques amis, des jeunes gens auprès desquels il est parvenu à conserver un petit prestige, et, naturellement, quelques-uns de ses complices du 4 septembre ; mais le cer-le diminue tous les jours, et il est certain députés, notamment, qui, en l'apercevant au bout d'une galerie du palais de Versailles, s'éprennent subitement de la plus vive admiration pour un tableau ou une statue.

Pendant ce temps, M. Picard passe, tout en s'étonnant qu'un homme qu'il a connu jusqu'à ce jour assez indifférent pour les œuvres d'art se passionne à ce point pour les médailles qui peuplent le palais.

Et chacun de dire tous les matins : — Ah ! ça, il ne retournera donc pas à son poste. Cette parole est facile à lancer ; mais bien peu de personnes, et des députés surtout, connaissent les cercles diplomatiques de Bruxelles. Ils sont beaucoup plus collets-matés que ceux de Paris, très certainement ; n'y a pas, qui veut, ses grandes et surtout ses petites entrées.

M. Picard n'est pas très lesté ; mais il lui serait plus facile de franchir les cercles de papier du cirque, qu'on a comparés assez souvent aux cercles diplomatiques, que le seuil de certaines légations.

Ce serait donc, dit-on, pour se faire « une société » à Bruxelles qu'il aurait lancé son ballon de la proclamation définitive. Brûlé, là-bas, auprès des républicains convaincus, en suspicion aux libéraux, réprouvé des catholiques, il espère que sa proclamation lui ramènera les deux premières catégories.

Ce ne serait pas toujours un cercle diplomatique qu'il fonderait, et son but ne serait pas atteint.

Voyez-vous ce malheureux diplomate in partibus condamné à errer pendant toute sa carrière autour de ces cercles, qui lui sont aussi irrévocablement fermés que ceux dont parle le Dante.

Son ambition ne se résigne pourtant pas à la modestie, car le bruit court qu'il a personnellement à M. de Rémusat qu'il obtiendrait un meilleur accueil à Londres. Il a déjà mis la main sur un cuisinier hors ligne. C'est déjà beaucoup ; mais à Londres il faut encore quelque chose de plus : être un homme de grand talent ou un très bon gentilhomme.

Ce qui ne peut ni se feindre ni s'acheter.

J'aime passionnément la peinture et les beaux tableaux ; mais je ne méprise nullement la photographie, comme font, par pose, un grand nombre de gens. La photographie est brutale, je le veux bien ; elle n'idéalise pas et conserve à la physiognomie de ceux qui se placent devant l'objectif, l'air bougon que leur a infligé la nature.

Je ne dis pas cela pour les portraits de M. Thiers, que chacun peut contempler aux vitrines des papeteries ; mais pour les cartes photographiques qui ont mission de représenter M. le comte de Paris. On ne peut pas dire que ce soit un beau jeune homme ; on ne retrouve pas dans ses traits la grâce, un peu autrichienne, de son père, que nous a transmis Calamatta.

Mais, détail qui a son importance, j'ai vu une photographie de ce prince, faite à Londres, dans laquelle il est armé du traditionnel parapluie. L'adoption de cette pose avait dû pourtant être méditée et discutée en conseil ; mais il paraîtrait que l'on avait décidé que le palladium de la famille figurerait bravement dans le tableau.

Cette superstition est touchante, et ce petit meuble modeste, qui prend les proportions d'un drapeau ou du panache blanc du grand ancêtre, ne peut que donner une idée attendrie des habitudes de nos prétendants.

Malheureusement, il y a des esprits portés

à la malice : un parapluie fermé, c'est-à-dire ne remplissant pas son emploi utile et précieux, les jours d'averse, rappelle toujours un affreux scélérat du nom de Papavoine et la complainte qu'on en fit. La malheureuse mère des enfants assassinés par ce monstre les défendit avec un parapluie, — et la complainte cynique de faire cette réflexion :

Il eût été plus urgent
Que l'instrument fût tranchant.

Enfin, puisque MM. d'Orléans représentent la paix à tout prix, va pour l'instrument non tranchant ! Cela fera bien plaisir à M. de Bismark.

Au milieu des complications fiévreuses de notre politique et des terribles questions que tout le monde se fait sur l'avenir, il est beaucoup de choses qui échappent à l'attention du public.

Dans le procès qui se juge en ce moment à Versailles, il y a eu un mal prononcé par un témoin qui, lui seul, est toute l'histoire de la Commune. Le président demande à ce témoin par quel moyen il a été assés heureux pour s'enfuir de la Roquette dont les portes paraissent si impitoyablement fermées pour l'archevêque et ses malheureux compagnons.

— Je me suis déguisé en forçat, répond le témoin.

Toute la Commune est en effet dans ce mot. Il avait suffi à cet homme d'endosser la livrée du crime pour être traité avec faveur par les criminels qu'on avait prisonniers à la garde des honnêtes gens mis en prison.

Et si vous écoutez, aujourd'hui encore, où ils « relèvent la tête », les partisans de la Commune, ils vous diront : — Ah ! si l'on n'avait pas été trahi !

L'orgueil de l'homme n'a pas de bornes. Il ne peut admettre que sa perte puisse être causée par son ignorance, par sa lâcheté, par son insuffisance : il croit plus volontiers que des miracles l'ont abattu ; que la trahison a neutralisé sa valeur.

Voltaire, qui connaissait bien les hommes, a admirablement posé cette situation de l'orgueil humain en face de la mauvaise fortune.

« Qu'un prédicateur monte en chaire, dit-il, et s'adresse aux Français : « Vous êtes des misérables qui n'avez ni cœur ni conduite : vous avez été battus à Ramilles parce que vous n'avez pas su vous défendre. » Il sera lapidé. »

Mais, si l'on dit : « Vous péchiez avant d'être trahis, vous livra aux hérétiques à Ramilles ; mais, quand vous êtes revenus au Seigneur, alors il a bûni votre ouvrage » à Denain », ces paroles seront bien accueillies de l'auditoire.

Soyez bien certains que les communards réfugiés à Londres refont leurs plans de bataille pour les grandes journées qu'ils espèrent ; seulement, ils ne comptent pas qu'ils auront encore de leur côté les étres vicieux, ignorants et lâches ; ceux enfin qui portent l'habit grâce auquel on sortait si bien de la Roquette.

CHRYSLER.

L'AFFAIRE ARBINET

La Gazette des Tribunaux avait publié, il y a quelques jours, une lettre datée de Beaune, de laquelle il résultait que la responsabilité de M. Cremer était à peu près complètement dégagee, relativement à l'exécution de M. Arbinet, fusillé à Dijon, comme espion, en vertu d'ordres émanés de M. de Serres, secrétaire du ministre de la guerre. Ce journal avait ajouté que M. de Serres avait cru devoir échapper par la fuite aux suites de cette affaire.

Voici une lettre que M. de Serres adresse aujourd'hui à la Gazette des Tribunaux :

Paris, 17 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur,
Une correspondance de Beaune, datée du 12 courant, que vous reproduisiez dans votre journal, contient l'insinuation que « l'ex-délégué de Serres aurait eu la prudence de mettre deux cents lieues entre sa fortune actuelle et le théâtre de ses anciens exploits ».

Non-seulement je n'ai pas mis deux cents lieues entre la justice et moi, mais, au contraire, je m'en suis fait quatre cents pour me mettre à la disposition des autorités compétentes, et pour répondre de la manière la plus complète à toutes les questions qui pourraient m'être faites sur l'affaire Arbinet dont vous parlez et sur toute autre.

Je compte, monsieur, sur votre impartialité pour l'insertion de ma lettre, et je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

A. DE SERRES-VIETZINSKI,

8, rue d'Anzin.

La Gazette des Tribunaux ajoute :

Nous nous empressons de donner acte à M. de Serres de sa déclaration de perception de sa part, pour justifier l'exactitude de notre correspondance, qu'au moment où elle nous était adressée, M. de Serres était absent, et n'avait pas encore manifesté son intention de se présenter.

LES TRIBUNAUX

REJET DE POURVOIS

Le 18, la cour de cassation, chambre criminelle, présidée par M. Legagneur, a rejeté le pourvoi formé par Lisbonne, membre du comité central et colonel de la garde nationale, contre le jugement du 3^e conseil de guerre de la première division militaire (séant à Versailles), du 5 décembre 1871, qui l'a condamné à la peine de mort.

A la même audience, la cour a aussi rejeté les pourvois formés par les nommés Guénard, Quillon et Proust contre un arrêt de la cour d'assise d'Eure-et-Loir, du 30 décembre 1871, qui les a condamnés à la peine de mort.

SIXIÈME CONSEIL DE GUERRE

Audience du 18 janvier

Présidence de M. de la Porte, colonel du 12^e chasseurs à cheval.

ASSASSINAT DES OTAGES

L'audience a été remplie par le réquisitoire de M. le commissaire du gouvernement Rustan. Jamais l'auditoire n'avait été aussi nombreux. L'immense salle du Manège est absolument comble, et le public semble prendre le plus grand intérêt à ces débats.

M. le commissaire du gouvernement Rustan a justifié cet empressement, et il n'a cessé de captiver l'attention de l'auditoire, qui, à plusieurs reprises, a interrompu l'orateur par ses applaudissements.

Nous n'affirmons pas, a-t-il dit, que nous tenions tous les coupables, mais nous affirmons que tous ceux qui sont ici sont coupables à différents degrés.

Je vous l'ai dit, nous avons eu les plus grandes difficultés à faire notre procès, car au milieu de tristes événements que nous avons traversés, nous nous sommes trouvés souvent dans l'impossibilité de faire comparaitre des témoins qui craignaient de se voir eux-mêmes compromis.

M. Rustan prend chaque accusé l'un après l'autre et établit en quelques mots la part de

responsabilité qui lui incombe. Voici comment il s'exprime sur le compte de François.

C'était l'homme de confiance de la Commune, le geôlier des honnêtes gens qu'il gardait on sait comment. Personne n'a oublié qu'elle était sa manière d'agir avec eux, et nous qui avons tant souffert de cette insurrection, qui aujourd'hui avons en notre pouvoir ses principaux chefs, nous lui devons des supplices pour ces valeurs et ces assassins ! L'opinion publique saura apprécier ces faits.

Nous demandons la condamnation de François, non pas au nom de la loi, mais au nom des principes de la justice naturelle qu'il a outrageusement violés.

M. Rustan s'occupe ensuite de la fille Grandel. Sa parole est, en cette triste circonstance, celle d'un honnête homme.

Tout d'abord, dit l'organe du ministère public, je déclare abandonner le chef de complicité d'assassinat. Elle se refuse à nous dire ce qui s'est passé dans ce déjeûner, où les projets de la Commune devaient être déjà connus ; je n'en réclame pas moins de sa plus extrême indulgence, non pour elle, mais pour son enfant. Je ne veux pas qu'on puisse dire plus tard que, par ma faute, cet enfant a vu le jour sur le préau d'une prison. (Mouvement prolongé dans l'auditoire.)

Vient le tour de Genton :

Il est assurément, dit-il, le plus intelligent de tous ceux qui sont ici. Depuis longtemps membre actif de l'Internationale, il enrôle des adeptes nouveaux, et sous tous les gouvernements, sous prétexte de République, il ne cesse de faire une guerre acharnée à l'ordre social. Sa nomination de juge d'instruction est du 16 mai ; elle est inscrite ce jour-là au *Journal officiel* de la Commune. Eh bien ! le 16 mai, le fort d'Issy était pris, l'insurrection était à la veille d'être terrassée. Sa nomination prouve qu'en lui on avait trouvé un partisan dévoué entre tous à la Commune : on comptait sur lui.

Nous verrons dans un autre procès quelle a été la participation de Genton dans l'assassinat de M. de Beaufort ; mais dans le massacre du 24 mai, il n'est pas douteux qu'il ait joué un des premiers rôles. Forcé de céder à la pression de cette populace qui compte sur lui, il préside la cour martiale, et quelques instants après il recruta les gens qui le soir exécuteront la sentence qu'il vient de rendre.

Le commissaire du gouvernement est sévère pour la femme Prévot, dit la Chaise. Si l'on se rappelle les débats, on trouvera qu'il n'est que juste.

Elle n'est pas une femme, elle l'a dit elle-même ; elle est un homme ; bien plus, une cantinière. Les juges doivent la traiter comme elle le mérite. Certes, il est probable qu'elle a cherché à empêcher les ordres du 69^e bataillon de marcher ; mais dans quelles circonstances ? Il s'agit d'écarter les hommes du terrible Comité ; elle ne veut pas que ce soit le 69^e qui fournisse les hommes du peloton, parce qu'elle a compris qu'encore quelques barricades enlevées, c'en est fait de l'insurrection.

Doit-on tenir compte de sa manière d'agir ?

Après avoir passé les autres accusés en revue, M. Rustan arrive à Pigerre :

En prononçant ce nom, dit-il, je sens toutes les difficultés de ma tâche, et elles seraient bien plus grandes si les débats n'avaient produit des témoignages qu'un honnête homme n'a pas le droit de récuser. Tant que nous n'avons en, en effet, que les déclarations de Raimon, de Picon et autres accusés, nous avons pu croire que ces gens devaient se tenir sur un de leurs courroux, leur instinct haineux.

Mais, en discutant de sangfroid, ces deux hommes, Raimon et Picon, qui sont les plus affirmatifs, n'ont aucun intérêt à charger Pigerre. Et Vattier et Latour et Pécin ? En quel tour l'insinuation devient-elle meilleure en faisant condamner Pigerre ?

Vérig a commandé, c'est un fait acquis. Mais l'officier au sabre brillant dit Pigerre. Il a parlé de sa barbe ; le médecin a déclaré qu'il pourrait avoir des favoris en les laissant pousser. Puis, il nous suffirait de la déclaration d'un témoin honorable entre tous, qui a reconnu Pigerre dans le peloton d'exécution. Ce témoin est M. Cheviaux, procureur du lycée de Vanves. Savez-vous qui est M. Cheviaux ? Un jour, un missionnaire lui proposa de prendre sa place quand on l'appellerait pour être exécuté ; M. Cheviaux refusa et, tranquille, se prépara à la mort.

Eh bien ! la déposition de ce témoin me suffit ; il reconnaît Pigerre.

Rouget n'est pas moins affirmatif. En présence de ces déclarations, nous n'avons pas le droit d'abandonner l'accusation, nous la maintenons donc énergiquement et tout entière contre l'accusé, qui, qu'il dise, n'a pu ignorer le massacre projeté, et surtout n'a jamais, comme le dit le 2^e conseil de guerre, « voulu se faire un nom ». Vous n'avez pas commandé le feu, c'est possible ; Verig a disputé cet honneur, mais vous avez assisté à l'exécution.

A demain les plaidoiries.

BIBLIOGRAPHIE

La vie des peuples a comme celle des hommes ses jours de déception et de malheurs. Mais plus l'adversité est grande aux heures terribles, plus elle doit servir d'enseignement et d'expérience.

Si nous voulons que les cruelles épreuves par lesquelles nous avons passé tournent à notre profit, il ne faut pas oublier nos fautes, et bien nous pénétrer des causes qui ont amené et prolongé nos revers. Le meilleur moyen d'arriver à ce résultat est de ne pas laisser égarer son esprit par des appréciations légères et des raisonnements spécieux. Il faut avant tout rechercher la vérité dans les événements qui sont venus agiter une page lugubre de notre brillante histoire.

Quelle triste que soit le souvenir de notre infirmité, on doit savoir gré de leurs efforts et de leur patriotisme aux écrivains qui ne reculent pas, dans l'unique intérêt de notre salut politique, devant le récit approfondi de nos désastres.

Parmi ces pionniers de la régénération future de notre beau et malheureux pays, nous avons remarqué M. de la Rue qui, malgré ses occupations toutes scientifiques, a profité des loisirs que lui créait la guerre pour entreprendre une œuvre à la fois d'histoire et de littérature sous le titre de : *Sous Paris pendant l'invasion*.

Son livre, plein de fortes pensées et nourri de faits d'une exactitude incontestable, n'est pas écrit pour inspirer le désir de la vengeance et des représailles. Il a un but fort louable et qui ne manque pas de justesse et d'opportunité. Au milieu de ses narrations émouvantes et variées, il ne laisse échapper aucune occasion de faire comprendre que c'est par l'étude, le travail, l'union et l'amour inaltérable de la patrie que nous pouvons reconquérir ce prestige et cette prospérité dont l'éclat, effacé maintenant, rend notre situation peut-être plus pénible. — X. STÉPHENS.

L'ouvrage si attendu du général d'Aurelle de Paladines, la *Première armée de la Loire*, paraîtra samedi, 20 janvier, chez l'éditeur Henri Plon. Un superbe volume in-8° valet, enrichi de quatre cartes stratégiques colorées et du fac-similé d'un ordre du gouvernement de Tours.

Nous recevons à l'instant communication d'un charmant roman de notre confrère Georges Maillard, intitulé : *la Roche Cardon*, en vente chez M. Lachaud, éditeur, 4, place du Théâtre-Français. Nous sommes heureux de pouvoir constater le véritable succès littéraire qu'il vient de remporter, et nous espérons que l'auteur ne s'en tiendra pas là.

Le Fayoum, le Sinaï et Pétra, expédition de peintres dans la moyenne Egypte et l'Arabie Pétrée, sous la direction de J.-L. Gérôme, par Paul Leiris, vient de paraître chez l'éditeur Henri Plon, en un charmant volume in-18, enrichi de jolies gravures d'après des études de Gérôme et d'après des photographies. Prix : 1 fr. franco, 10, rue Garancière, à Paris.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 18 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

La séance est ouverte à deux heures un quart. Rapports sur les élections de M. Charreyron dans la Haute-Vienne et de M. Levert dans le Pas-de-Calais.

L'Assemblée adopte les conclusions des rapports favorables à la validation.

L'ordre du jour appelle la discussion de divers projets de loi d'intérêt local :

Le premier, tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) à emprunter 2 millions et à s'imposer extraordinairement ;

Le deuxième, ayant pour objet une prorogation de durée sur les boissons à l'octroi de la commune de Banneville ;

Le troisième, tendant à autoriser la ville de Blois (Loir-et-Cher) à emprunter 680,000 fr. et à s'imposer extraordinairement ;

Le quatrième, tendant à autoriser la ville d'Orléans (Loiret) à emprunter 1 millions 700,000 fr. et à s'imposer extraordinairement.

Ces divers projets sont successivement et sans discussion mis aux voix et adoptés.

M. le marquis de Talhouët dépose un rapport sur la prorogation de l'Assemblée nationale.

M. Jean Brunet monte à la tribune. (Parlez ! parlez ! — Agitation.) L'honorable orateur veut déposer un projet de loi et en lire le texte ; pour cela, il ne lui faudra qu'une minute. (Bruit divers.)

M. de Tillancourt : La situation est trop grave pour que nous puissions perdre une seule minute. (Bruit croissant.)

M. Jean Brunet lit le préambule de son projet de loi, dans lequel il demande la création d'un impôt national. Dans cet exposé, l'auteur fait ressortir l'importance de son projet et les raisons qui militent en sa faveur.</

Ayuntamiento de Madrid